

Unité départementale de la Vendée
10, rue du 93^e régiment d'infanterie
Cité administrative Travot
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 18 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPBI

Parc d'activités de l'Éraudière
34 rue Eric Tabarly - CS 30045 BP 45
85170 Dompierre-Sur-Yon

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement SPBI implanté ZI Les Mares BP 66 85270 Saint-Hilaire-de-Riez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPBI
- ZI Les Mares BP 66 85270 Saint-Hilaire-de-Riez
- Code AIOT : 0006301017
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPBI exploite à Saint-Hilaire-de-Riez une ébénisterie, dédiée à alimenter les sites de production de bateaux du groupe. Elle dispose pour cela d'un arrêté d'autorisation du 30 juin 2000 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Évolution des installations
- Captation des effluents atmosphériques et ventilation des cabines
- Gestion des solvants et émissions de COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Des mesures de maîtrise du risque complémentaires, allant au-delà du strict respect des prescriptions applicables au titre de la réglementation sur les installations classées, ont été mises en place par l'exploitant. En particulier, les cinq bâtiments principaux (A, B, C, E et magasin stockage) sont munis d'un dispositif de lutte automatique contre un incendie et d'exutoires de désenfumage. De plus, des PIA (postes d'incendie additivés) ont été mis en place à proximité des installations à risque.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des installations autorisées	Code de l'environnement, article R.181-46	/	Demande d'action corrective	6 mois
2	Consommation de l'eau	Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 4.2.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
4	Ventilation des cabines	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11	/	Demande d'action corrective Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 5.4	/	Demande d'action corrective	12 mois
6	Émission annuelle cible	Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 5.3	/	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Captation des rejets COV	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit régulariser la situation administrative de ses installations, en déposant un dossier de porter à connaissance de modifications, comprenant notamment une nouvelle étude de dangers.

Des améliorations doivent être apportées aux plans de gestion des solvants et aux schémas de maîtrise des émissions de COV, élaborés annuellement, afin notamment de confirmer le respect de l'émission annuelle cible.

En outre, l'exploitant doit justifier du respect des nouvelles dispositions applicables aux installations relevant de la rubrique 2940 (vernissage et revêtement adhésif) et utilisant des liquides inflammables, relatives notamment à la ventilation des cabines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations autorisées

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Par rapport à la situation autorisée, plusieurs modifications notables des installations ont été apportées. En particulier :

- Démolition des bureaux du bâtiment « magasin central » (Nord du site).
- Remplacement des activités de mécano-soudure par une activité limitée de stockage, dans le bâtiment « mécano-soudure » (à l'Ouest de la rue des Mares).
- Remplacement des activités de production de prototypes (comprenant du moulage de pièces en polyester et du travail du bois) par une activité de production de bois moulé (comprenant du travail du bois et du collage), dans le bâtiment E (Nord-Est du site).
- Remplacement d'une activité de travail du bois par une activité de préparation de commandes, dans la partie Est du bâtiment B (Est du site).
- Remplacement d'une activité de stockage de bois par une activité de travail du bois et de collage, dans la partie Est du bâtiment A (Sud-Est du site).
- Augmentation de la puissance totale des installations de travail du bois (rubrique 2410) : de 450 kW à 2 372 kW (en prenant désormais en compte l'ensemble des installations concourant au fonctionnement des installations, notamment l'aspiration des poussières).

Depuis la délivrance de l'autorisation, de nombreuses modifications, liées à des permis de construire, ont été actées par le préfet de la Vendée, en tant que modifications non substantielles. À titre d'exemple, la construction du bâtiment C, dédié au vernissage et au stockage de bois, a été actée par courrier du 10 février 2003. Cependant, les réaffectations de bâtiments existants et l'augmentation progressive de la puissance des machines de travail du bois n'ont pas été explicitement mentionnées dans les dossiers de porter à connaissance de modifications. Elles n'ont donc pas été actées par le préfet de la Vendée.

L'absence de notification de ces modifications constitue un écart aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au préfet de la Vendée un dossier de porter à connaissance de modifications, comprenant l'ensemble des éléments d'appréciation, notamment (liste non exhaustive) :

- L'évolution du classement ICPE et IOTA.
- Un plan à jour avec affectation actuelle des bâtiments.
- Une description des réaffectations de bâtiments.
- L'analyse de l'impact des modifications apportées sur les émissions atmosphériques.
- Une révision complète de l'étude de dangers, intégrant notamment les dispositions l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. En effet, l'étude de dangers du site ayant été réalisée antérieurement à cet arrêté ministériel et compte tenu des modifications notables apportées aux installations, une simple mise à jour n'est pas jugée suffisante.

Ce dossier devra être mis à profit par l'exploitant pour solliciter le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1978 (en cohérence avec le niveau d'activité autorisé au titre de la rubrique 2940)

Par ailleurs, en application de l'article R.122-2 du Code de l'environnement, l'exploitant devra, au préalable, transmettre un dossier de demande d'examen au cas par cas, en utilisant le Cerfa dédié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Consommation de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau.

La réfrigération des installations en circuit ouvert est interdite.

Les volumes consommés sont consignés mensuellement sur un registre, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les consommations maximales sont de 2 300 m³/an.

Constats :

En 2024, la consommation d'eau du réseau s'est établie à 4 252 m³, soit près du double de la consommation annuelle autorisée (2 300 m³/an). L'écart constaté lors de la visite du 18 octobre 2022 (consommation de 2 783 m³ en 2021) n'est donc pas levé.

L'exploitant explique la consommation anormalement élevée de 2024 par une fuite d'eau, désormais réparée. Sans un tel incident, la consommation annuelle reste toutefois supérieure à la consommation autorisée.

Le process n'utilisant que très peu d'eau, cette évolution apparaît principalement liée à l'augmentation du nombre de travailleurs, ainsi qu'au fonctionnement et à la maintenance des moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie.

L'exploitant a indiqué prévoir de solliciter un rehaussement de la consommation autorisée, dans le cadre du dossier de porter à connaissance de modifications (cf point de contrôle n°1).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Captation des rejets COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée.

Constats :

Le contrôle a porté sur la cabine suspendue de vernissage, localisée dans le bâtiment A. Cette cabine comprend une zone d'application et une zone de désolvatation.

Cette cabine est munie d'un dispositif de captation et de filtration (filtre sec) des effluents atmosphériques, commun aux zones d'application et de désolvatation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ventilation des cabines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11
Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosion
Prescription contrôlée : <p>Le débit d'extraction des vapeurs des cabines de peinture par pulvérisation ainsi que des étuves ou fours de séchage est dimensionné et réglé de telle sorte que la concentration maximale des solvants dans l'air est toujours inférieure à 25 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité) du solvant ou du mélange de solvants contenus dans les produits appliqués.</p> <p>Le fonctionnement des installations de pulvérisation, séchage ou cuisson est asservi au fonctionnement correct de la ventilation.</p> <p>Les installations de séchage ou cuisson disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement (température, autre paramètre) pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.</p> <p>Les cabines d'application par pulvérisation de produits de revêtement organiques conformes à la norme NF EN 16985 version décembre 2018 et les cabines de séchage conformes à la norme NF EN 1539 version 2015 sont présumées répondre aux dispositions ci-dessus.</p>
Constats : <p>Le contrôle a porté sur la cabine suspendue de vernissage, localisée dans le bâtiment A, dans laquelle le vernis (liquide inflammable) est appliqué manuellement par un opérateur. Cette cabine comprend également une zone dédiée à la désolvatation.</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié que cette cabine respecte les normes NF EN 16985 version décembre 2018 (partie application) et NF EN 1539 version 2015 (partie désolvatation). En l'absence de tels justificatifs, cette cabine n'est pas réputée conforme aux dispositions de l'article 4.11.</p> <p>Cette cabine est munie d'un dispositif de captation des effluents atmosphériques (cf point de contrôle n°3). Néanmoins, l'exploitant n'a pas pu justifier que la ventilation est suffisante pour que la concentration maximale des solvants dans l'air reste inférieure à 25 % de la LIE, dans chacune des deux zones.</p> <p>Le fonctionnement de cette cabine, notamment l'alimentation en vernis dans le pistolet, n'est pas asservi au fonctionnement de la ventilation, ce qui constitue un écart.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier du respect de ces dispositions, pour l'ensemble des cabines d'application, de cuisson et de séchage relevant de la rubrique 2940 (liées au vernissage ou au collage par revêtement adhésif) et utilisant des liquides inflammables, dans un délai maximal de trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit en justifiant que les cabines sont conformes aux normes ci-dessus• soit en démontrant que :<ul style="list-style-type: none">◦ la ventilation permet de maintenir la concentration en solvants à moins de 25 % de la LIE du solvant ou du mélange de solvants contenus dans les produits appliqués◦ le fonctionnement des cabines est asservi au fonctionnement de la ventilation◦ les installations de séchage ou cuisson disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de gestion de solvants une fois par an, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation, les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés, agents de dilution ou solvant de nettoyage, les quantités de solvants de nettoyage récupérées et celles éventuellement vendues, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération destinés à l'élimination Ce bilan de la consommation de solvants utilisés associé au schéma de maîtrise des émissions permet de déterminer les quantités de solvants émis dans l'atmosphère. Dès lors que la consommation annuelle est supérieure à 30 tonnes, ce plan de gestion est transmis annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées, accompagné des actions visant à réduire la consommation de solvants.
Constats : Dans le cadre de la visite de contrôle, l'exploitant a transmis le plan de gestion des solvants (PGS) simplifié de 2024. Au vu de ce document, en 2024, la consommation de solvants s'est établie à 44 t et les émissions ont atteint 25,4 t. En 2024, le niveau d'activité a cependant été plus faible que les années précédentes. Les émissions de solvants déterminées dans les PGS, ramenées au nombre d'heures d'exploitation (considéré par l'exploitant comme un indicateur fiable de suivi du niveau d'activité), ont été réduites de 60 % entre 2017 et 2024. Néanmoins, le PGS 2024 présente les insuffisances suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Absence de description des activités du site concernées par la démarche.• L'activité identifiée comme de la stratification doit être clarifiée.• Absence des références utilisées (notamment les guides).• Absence de description et de justification de la méthodologie employée et des hypothèses retenues, notamment pour quantifier les solvants contenus dans les produits utilisés et dans les déchets évacués.• Absence de positionnement explicite vis-à-vis de l'utilisation de COV « CMR » (mentionnés au II de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978).• Les actions prises ou prévues pour limiter la consommation de solvants doivent être indiquées.• Des déchets de colles (0,5 t en O6) ont été identifiés comme des déchets de styrène, alors que les revêtements adhésifs utilisés sur site ne contiennent pas de styrène. Le PGS élaboré par l'exploitant ne correspond donc pas au document attendu, ce qui constitue un écart. De manière générale, il est rappelé qu'un PGS ne peut pas se limiter à des tableaux de recensement et de calculs, sans autre explication.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Ces constats devront être pris en compte dans le cadre de l'élaboration des futurs PGS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Émission annuelle cible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'émission annuelle cible est déterminée par la formule suivante :</p> <p>$EAC = 1 \text{ kg de COV par kg d'extrait sec utilisé}$</p> <p>NB :</p> <p>L'arrêté d'autorisation du site (modifié par l'arrêté complémentaire du 12 avril 2005) ne fixe une émission cible que pour l'activité de vernissage.</p> <p>Il ne fixe pas l'émission annuelle cible à respecter pour l'activité d'application de revêtement adhésif (à l'aide de colles solvantées à prise physique, telles que les colles néoprènes) et pour l'activité de collage par réticulation (à l'aide de colles à prise chimique, utilisant la transformation d'un polymère). Cet arrêté pourra être modifié par un futur arrêté complémentaire.</p> <p>Par anticipation, l'émission annuelle cible du site (EAC_{totale}) peut être déterminée par les formules suivantes, issues de l'arrêté d'autorisation du site et de la circulaire du 23 décembre 2003 :</p> <p>$EAC_{totale} = EAC_{vernissage} + EAC_{adhésif} + EAC_{réticulation}$</p> <p>$EAC_{vernissage} = 1 \times ES_{vernissage}$</p> <p>$EAC_{adhésif} = 1,2 \times ES_{adhésif}$ si $C_{adhésif} < 15 \text{ t/an}$; $1 \times ES_{adhésif}$ au-delà.</p> <p>$EAC_{réticulation}$: À déterminer à partir de la valeur limite application en concentration et en émissions diffuses et du débit de rejet, ne s'agissant pas d'un cas particulier identifié dans la circulaire du 23 décembre 2003. Ces informations ne sont pas présentes dans l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un schéma de maîtrise des émissions (SME) il y a plusieurs années, pour l'ensemble des émissions de COV du site.</p> <p>Au vu du SME 2024, l'émission annuelle cible (EAC_{totale}) atteignait 72,4 t, pour des émissions totales ayant été limitées à 25,4 t. Au vu de ce document, cette EAC_{totale} a donc été respectée.</p> <p>Néanmoins, le SME 2024 présente les insuffisances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence de description des activités du site émettrices de COV. • Absence des références utilisées, permettant notamment de justifier des formules de calculs des EAC. • Absence de description et de justification de la méthodologie employée (notamment pour quantifier les extraits secs utilisés) et des hypothèses retenues (notamment la justification du caractère négligeable des émissions dues à l'activité de collage par réticulation, non prise en compte dans le SME présenté). • En l'absence de clarification de la nature de l'activité de stratification (cf point de contrôle n°5), la formule à utiliser pour calculer l'émission cible ne peut pas être déterminée. Dans tous les cas, l'utilisation de la formule correspondant à la fabrication de pièces polymères en moules ouverts constitue une erreur. <p>Malgré ces insuffisances, et considérant notamment que l'activité de collage par réticulation (utilisation de COV réactifs, exclus du PGS) apparaît marginale sur le site et très peu émettrice de COV ($< 1 \text{ t/an}$), l'exploitant paraît respecter l'émission annuelle cible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Ces constats devront être pris en compte dans le cadre de l'élaboration des futurs SME. L'exploitant devra notamment justifier que les émissions de COV liées à l'activité de collage par réticulation peuvent être négligées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois